

CYNISME GÉNOCIDAIRE

(PREMIERE PARTIE)

Aucune personne sensée, surtout parmi celles qui ont eu accès aux connaissances élémentaires qu'on acquiert à l'école primaire, ne peut accepter que notre espèce, en particulier les enfants, les adolescents et les jeunes, soit privée aujourd'hui, demain et pour toujours, du droit à la vie. Les humains n'ont jamais vécu, tout au long de leur existence hasardeuse comme êtres intelligents, une telle expérience.

Je me sens le devoir de transmettre à ceux qui prendront la peine de lire ces Réflexions l'idée suivante : nous avons tous l'obligation, sans exception, de faire prendre conscience à l'humanité des risques de catastrophe définitive et totale qu'elle court à cause des décisions irresponsables de politiciens aux mains desquels le hasard, plus que les talents ou les mérites, a fait tomber son sort.

Qu'il soit croyant ou sceptique, aucun citoyen sensé d'aucun pays ne peut accepter que ses enfants ou ses proches périssent d'une façon instantanée ou victimes de souffrances et de tortures atroces.

Après avoir assisté aux crimes répugnants que l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord commet de plus en plus fréquemment sous l'égide des États-Unis et des pays les plus riches d'Europe, le monde a centré son attention sur le Sommet du G-20, réuni pour débattre de la profonde crise économique qui frappe maintenant toutes les nations et dont les graves retombées sociales, voire climatiques, menacent tous les habitants de la planète. Il était aussi en jeu à ce Sommet la possibilité que l'euro continue d'être la monnaie commune de la plupart des pays européens, voire que certains pays se maintiennent dans cette union. L'opinion internationale, en particulier européenne, attendait des réponses.

Ce Sommet n'a pourtant apporté ni réponse ni solution aux problèmes les plus sérieux de l'économie mondiale, malgré les efforts réalisés par la Chine, la Russie, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Argentine et d'autres pays à économie émergente pour coopérer avec le reste du monde à la recherche de solutions.

Par ailleurs, après que l'OTAN a eu considéré comme conclue son opération en Libye – à la suite d'une attaque aérienne qui a blessé le chef constitutionnel de ce pays, a détruit son véhicule et l'a livré à la merci des mercenaires de l'Empire qui l'ont assassiné et qui ont exhibé son corps comme un trophée de guerre, outrageant par là les us et coutumes musulmanes – il est tout à fait insolite que l'AIEA, une institution spécialisée des Nations Unis censée être au service de la paix mondiale, ait divulgué au sujet de l'Iran un rapport politique tarifié et sectaire qui met le monde au bord de la guerre nucléaire que l'Empire yankee prépare minutieusement contre ce pays en alliance avec la Grande-Bretagne et Israël.

Après qu'un haut personnage a eu paraphrasé le fameux « Veni, vidi, vici » prononcé par un empereur romain voilà plus de deux mille ans en un « Je suis venu, j'ai vu et il est mort », transmis à l'opinion publique par une grande chaîne de télévision comme réaction à l'annonce de la mort de Kadhafi, on ne sait trop quel qualificatif accoler à la politique des États-Unis.

L'important, de nos jours, c'est de faire prendre clairement conscience aux peuples de l'abyme où l'on est en train de pousser l'humanité. Notre Révolution a connu à deux reprises des risques dramatiques : en octobre 1962, le plus critique, quand l'humanité a frôlé l'hécatombe nucléaire ; à la mi-1987, quand nos forces affrontaient les troupes

racistes sud-africaines équipées d'armes atomiques que les Israéliens les avaient aidé à mettre au point.

Le shah d'Iran avait aussi collaboré aux côtés d'Israël avec le régime raciste et fasciste d'Afrique du Sud.

Ce sont les États-Unis qui impulsèrent la création des Nations Unies dès avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. Très à l'écart des théâtres de guerre, ils s'étaient énormément enrichis au point de monopoliser 80 p. 100 de l'or mondial, et avaient entrepris, sous la direction de Roosevelt, un antifasciste sincère, de mettre au point une arme atomique que son successeur, Truman, un oligarque médiocre, n'hésita pas à utiliser contre les villes civiles d'Hiroshima et de Nagasaki en 1945.

Leur monopole de l'or mondial et le prestige de Roosevelt avaient permis aux États-Unis de convoquer la Conférence de Bretton Woods qui, entre autres mesures, leur assigna le rôle de frapper le dollar comme la seule devise du commerce mondial à partir de l'étalon-or.

Ils étaient aussi, à la fin de la guerre, les seuls à posséder l'arme atomique, un privilège qu'ils n'hésitèrent pas à transmettre à leurs alliés et membres du Conseil de sécurité de l'ONU : la Grande-Bretagne et la France, les deux plus importantes puissances coloniales de l'époque.

Truman n'informa absolument pas l'URSS de l'existence de la bombe atomique ni de son intention de l'utiliser. Quant à la Chine, gouvernée par Chiang Kai-shek, un général nationaliste, oligarque et à la botte des USA, elle ne pouvait être exclue du Conseil de sécurité.

L'URSS, durement touchée par la guerre, les destructions et la mort de plus de vingt millions de personnes durant l'invasion nazie, consacra de grosses ressources économiques, scientifiques et humaines à atteindre la parité atomique avec les USA : quatre ans après, en 1949, elle testa sa première arme atomique ; en 1953, celle à hydrogène, et elle atteignit sa première mégatonne en 1955. La France, elle, disposa de sa première bombe atomique en 1960.

Il n'existait que trois pays nucléaire en 1957 quand l'ONU, sous égide yankee, créa l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Quelqu'un croit-il que cet instrument des États-Unis fit quoi que ce soit pour avertir le monde des terribles dangers auxquels il était exposé dès lors qu'Israël, allié inconditionnel des USA et de l'OTAN, enclavé au cœur même des plus importantes réserves mondiales de pétrole et de gaz, allait se constituer à son tour en une puissance atomique aventurière et agressive ?

Israël, en coopération avec les troupes coloniales anglaises et françaises, attaqua Port-Saïd, quand Abdel Nasser nationalisa le Canal de Suez, propriété de la France, ce qui obligea le Premier ministre soviétique à exiger la fin de cette agression et à lancer un ultimatum auxquels les alliés européens des USA furent contraints de se plier.

À suivre demain.

Fidel Castro Ruz

Le 12 novembre 2011

20 h 15